

## SEANCE CONSEIL MUNICIPAL

### 08 AVRIL 2013

L'an **deux mille treize** le **huit avril**, le Conseil Municipal de la commune de Sauveterre de Guyenne dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie de Sauveterre de Guyenne, sous la présidence de **M. Yves d'Amécourt**, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 02 avril 2013

**Présents** : M. Yves **d'Amécourt**, M. Benoît **Puaud**, Mme Sandrine **Combefreyroux**, M. Patrick **Barrière**, M. Pierre **Tomada**, Adjoints, Mme Ghislaine **Curoy**, Mme Sandrine **Dèche**, M. Luc **Hérault**, M. Guy **Latorre** M. Claude **Lumeau**, Mme Françoise **Mery**, Mme Sylvie **Panchout**, Mme Annette **Quebec**. M. Jean-Paul **Souan**.

**Absents ou excusés** : Mme Marie-José **Lawther** (pv à Benoit PUAUD), M. Rémi **Ballarin** (pv à Jean Paul SOUAN), M. Gilles **Bussac** M. Philippe **Laveix** (pv à Sandrine Deche), M. Serge **Maurin**,

Monsieur le Maire demande si tous les conseillers ont reçu le compte-rendu du 11 mars si des observations sont à formuler. Aucune remarque n'étant faite, le compte-rendu du 11 mars 2013 est adopté à dix sept voix pour.

Monsieur Patrick BARRIERE est désigné secrétaire de séance.

L'ordre du jour est énoncé.

Ajout :

1. Budget
  - Subvention Conseil régional (cave médiévale)
  - Taux d'imposition (TH, FB, FNB,)
4. Bibliothèque
  - Bilan 2012
  - Mission MOE travaux bibliothèque
5. Questions diverses
  - Programme voirie 2013 (CDC)
  - Taux USTOM (TEOM 2013)
  - Aménagement routier (courrier CG)
  - Location local (bascule communale)
  - Point info PLU
  - Révision schéma directeur d'assainissement (enquête publique)
  - Projet Cabinet Médical Communal
  -

## ORDRE DU JOUR

### 1 – BUDGET

#### COMPTES ADMINISTRATIFS 2012 ET COMPTES DE GESTION

Monsieur le Maire informe les membres du conseil que le compte de gestion de Madame la trésorière est conforme, il reflète les comptes administratifs.

Monsieur le Maire soumet donc à l'approbation de l'assemblée les comptes de gestion.

Après avoir délibéré, le conseil municipal adopte, à dix sept voix pour, les comptes de gestion 2012.

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	DEPENSES ou DEFICIT	RECETTES ou EXCEDENT	DEPENSES ou DEFICIT	RECETTES ou EXCEDENT	DEPENSES ou DEFICIT	RECETTES ou EXCEDENT

**Compte administratif principal**

Résultat reporté		29 780.01 €	560 704.64 €		560 704.64 €	29 780.01 €
Opération de l'exercice	1 838 300.57 €	2 517 479.72 €	1 209 590.34 €	1 093 140.70 €	3 047 890.91 €	610 620.42 €
TOTAUX	1 838 300.57 €	2 547 259.73 €	1 770 294.98 €	1 093 140.70 €	3 608 595.55 €	3 640 400.43 €
<b>Résultat de Clôture</b>	- €	<b>708 959.16 €</b>	<b>677 154.28 €</b>	- €	- €	<b>31 804.88 €</b>
Restes à réaliser			523 690.87 €	45 705.46 €	523 690.87 €	545 705.46 €
TOTAUX CUMULES	- €	708 959.16 €	1 200 845.15 €	545 705.46 €	523 690.87 €	577 510.34 €
<b>RESULTATS DEFINITIFS</b>	- €	<b>708 959.16 €</b>	<b>655 139.69 €</b>	- €	- €	<b>53 819.47 €</b>

**Service de l'Assainissement**

Résultat reporté		33 523.42 €		286 263.50 €	- €	319 786.92 €
Opération de l'exercice	177 571.55 €	166 217.49 €	65 482.59 €	97 408.46 €	243 054.14 €	263 625.95 €
TOTAUX	177 571.55 €	199 740.91 €	65 482.59 €	383 671.96 €	243 054.14 €	583 412.87 €
<b>Résultat de Clôture</b>	- €	<b>22 169.36 €</b>	- €	<b>318 189.37 €</b>	- €	<b>340 358.73 €</b>
Restes à réaliser			81 050.53 €		81 050.53 €	- €
TOTAUX CUMULES	- €	22 169.36 €	81 050.53 €	318 189.37 €	81 050.53 €	340 358.73 €
<b>RESULTATS DEFINITIFS</b>	- €	<b>22 169.36 €</b>	- €	<b>318 189.37 €</b>	- €	<b>259 308.20 €</b>

**Régie des Transports**

Résultat reporté	29 082.03 €		- €	31 094.04 €	29 082.03 €	31 094.04 €
Opération de l'exercice	38 142.87 €	67 224.90 €	14 075.99 €	4 489.00 €	52 218.86 €	71 713.90 €
TOTAUX	67 224.90 €	67 224.90 €	14 075.99 €	35 583.04 €	81 300.89 €	102 807.94 €
<b>Résultat de Clôture</b>	- €	- €	- €	<b>21 507.05 €</b>	- €	<b>21 507.05 €</b>
Restes à réaliser					- €	- €
TOTAUX CUMULES	- €	- €	- €	21 507.05 €	- €	21 507.05 €
<b>RESULTATS DEFINITIFS</b>	- €	- €	- €	<b>21 507.05 €</b>	- €	<b>21 507.05 €</b>

**CUMUL du Budget Principal et des Services Annexes**

Résultat reporté	29 082.03 €	63 303.43 €	560 704.64 €	317 357.54 €	589 786.67 €	380 660.97 €
Opération de l'exercice	2 054 014.99 €	2 750 922.11 €	1 289 148.92 €	1 195 038.16 €	3 343 163.91 €	3 945 960.27 €
TOTAUX	2 083 097.02 €	2 814 225.54 €	1 849 853.56 €	1 512 395.70 €	3 932 950.58 €	4 326 621.24 €
<b>Résultat de Clôture</b>	- €	<b>731 128.52 €</b>	<b>337 457.86 €</b>	- €	- €	<b>393 670.66 €</b>
Restes à réaliser	- €	- €	604 741.40 €	545 705.46 €	604 741.40 €	545 705.46 €
TOTAUX CUMULES	- €	731 128.52 €	942 199.26 €	545 705.46 €	604 741.40 €	939 376.12 €
<b>RESULTATS DEFINITIFS</b>	- €	<b>731 128.52 €</b>	<b>396 493.80 €</b>	- €	- €	<b>334 634.72 €</b>

Monsieur Florian POUBEAU, Secrétaire Général, présente les résultats de l'exercice 2012 de la commune et des budgets annexes. Monsieur Guy LATORRE, doyen des élus, prend la présidence de l'assemblée alors que Monsieur le Maire se retire.

Après avoir délibéré, le conseil municipal approuve, à dix sept voix, les comptes administratifs 2012 de la commune et de l'assainissement et de la régie des transports.

### AFFECTATION DES RESULTATS

Procédure d'affectation du résultat de fonctionnement : l'excédent de la section de fonctionnement est utilisé pour couvrir le besoin de financement de la section d'investissement, fonction des opérations d'investissement réalisées.

	dépenses	recettes
<b>Section de fonctionnement</b>		
Réalisations de l'exercice	1 838 300.57	2 517 479.72
<b>résultat 2012</b>		<b>679 179.15</b>
Report excédent 2011		29 780.01
<b>Résultat cumulé de fonctionnement 2012</b>		<b>708 959.16</b>
<b>Section d'investissement</b>		
Réalisations de l'exercice	1 209 590.34	1 093 140.70
<b>résultat 2012</b>	- 116 449.64	
Report solde d'exécution 2011	- 560 704.64	
<b>Résultat d'investissement cumulé 2012</b>	- 677 154.28	
<b>restes à réaliser 2012</b>	523 690.87	545 705.46
<b>soldes RAR 2012</b>		<b>22 014.59</b>
Besoin de financement de la section d'investissement	- 655 139.69	
<b>Affectation du résultat 2012</b>		
Résultat cumulé SF		<b>708 959.16</b>
Besoin de financement SI	- 655 139.69	
Affectation du résultat au 1068 en section l'investissement BP 2013		655 139.69
<b>Excédent reporté au 002 SF</b>		<b>53 819.47</b>
<b>Résultat reporté au 001 SI</b>		<b>- 677 154.28</b>
<b>Résultat cumulé 2012</b>		<b>- 623 334.81</b>

Le conseil municipal accepte, à dix sept voix pour, l'affectation des résultats pour la commune.

### Vote des taux d'imposition 2013

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le montant des bases d'imposition prévisionnelles des 3 taxes directes locales, notifiés pour 2013. Le produit attendu au titre de ces trois taxes est de 543 400 € soit de 3.53 % supérieur à celui de 2012.

En conséquence, Monsieur le Maire propose au conseil municipal de ne pas appliquer d'augmentation et de maintenir les taux en vigueur, comme chaque année depuis 2008 conformément à l'engagement électoral auprès des Sauveterriens en 2008.

Il rappelle au Conseil Municipal que les deux engagements pris seront tenus : pas de hausse des taux d'imposition, et pas de hausse de la dette consolidée de la commune. Tous les projets se font communaux se font en respectant ces critères.

TAXES	BASES D'IMPOSITION 2012	Bases prévisionnelles notifiées 2013	variations des bases (n- 1)	Taux 2012	produits (n-1)	produit voté par le conseil Municipal	variation du produit
Taxe d'habitation	1 524 983.00	1 555 000.00	1.97	11.12	169 578 €	172 916 €	1.97%
Taxe foncière	1 638 986.00	1 697 000.00	3.54	16.77	274 858 €	284 587 €	3.54%
taxe foncière non bâti	135 906.00	138 700.00	2.06	61.93	84 167 €	85 897 €	2.06%
	3 299 875.00	3 390 700.00			528 603 €	543 400 €	2.80%

Le conseil municipal, par dix huit voix pour, décide de ne pas augmenter les taux d'imposition des 3 taxes directes locales et adopte les taux qui suivent pour l'année 2013.

TAXES (%)	2013
Taxe d'habitation	11.12
Taxe foncière bâti	16.77
Taxe foncière non bâti	61.93

## BUDGETS 2013

### *Régie des transports*

Les crédits ouverts au budget primitif ont été ajustés sur la base des crédits consommés en 2012.

Le vote des crédits fonctionnement et d'investissement est proposé au niveau du chapitre.

Le budget s'équilibre en recettes et en dépenses :

- Section de fonctionnement à la somme de 46 240.00 €
- Section d'investissement à la somme de 36 371.80 €

Le conseil municipal adopte le budget 2013 de la régie des transports à dix sept voix pour.

### *Assainissement*

Les crédits ouverts au budget primitif ont été ajustés sur la base des crédits consommés en 2012.

Le vote des crédits fonctionnement et d'investissement est proposé au niveau du chapitre.

Le budget s'équilibre en recettes et en dépenses :

- Section de fonctionnement à la somme de 176 355.86 €
- Section d'investissement à la somme de 397 714.20 €

Concernant, le budget de l'assainissement, Monsieur Benoit PUAUD, signale que la redevance de modernisation des réseaux supportée par les abonnés du réseau collectif d'assainissement est intégralement reversée à l'agence Adour Garonne qui fixe également son taux.

Pour 2013, les objectifs du budget assainissement sont

- de raccorder le village de «Roussillon» en réseau collectif et d'investir dans une station d'épuration, afin de protéger la Fontasse des rejets d'eaux usées,
- de réaliser à Sauveterre-de-Guyenne, un «bassin d'orage» pour recueillir les eaux collectées après une forte pluie, car le réseau de Sauveterre est un réseau unitaire -même dans les rues

restaurées-, ceci entraîne un nettoyage des eaux usées en cas d'orage et une décharge de ces eaux dans le ruisseau,

- il est également prévu de séparer les réseaux route de la Réole (de la porte St Romain à la Jusseline) : eaux usées dans un réseau, eaux pluviales dans un autre. Ces derniers travaux reviennent à un coût élevé pour uniquement 17 maisons.

Benoit Puaud rappelle que la commune réalise actuellement un diagnostic du réseau d'eaux usées afin de chiffrer les travaux à réaliser dans l'avenir, et d'envisager les meilleures solutions techniques, plus adaptées et moins onéreuses : dimensionnement du bassin d'orage, hydro curages, séparation des réseaux route de La Réole...

Le conseil municipal adopte le budget 2013 de la régie d'assainissement à dix sept voix pour

### **Commune**

Les crédits ouverts au budget primitif ont été ajustés sur la base des crédits consommés en 2012

Le vote des crédits fonctionnement et d'investissement est proposé au niveau du chapitre.

Le budget s'équilibre en recettes et en dépenses :

- Section de fonctionnement à la somme de 2 441 832.45 €
- Section d'investissement à la somme de 3 787 958.15 €

Monsieur le Maire évoque le chapitre des salaires qui est important (880 000 €), Monsieur le Maire apporte un éclairage à ce sujet :

- pendant la crise économique la commune a choisi de jouer son rôle social en recrutant des personnes en contrats aidés par l'Etat (Contrat Unique d'Insertion), ces contrats bénéficient d'une aide de l'état qui vient en atténuation de charges ; Nous retrouvons les recettes sur la ligne en « atténuation de charges » pour un montant de 70 000 €.
- De même, la commune a choisi de réaliser un certain nombre de travaux, elle même, elle s'est dotée de personnels qualifiés. De ce fait, une partie des salaires rebasculent en investissement avec « les travaux en régies », qui, sans cette main d'œuvre qualifiée, seraient réalisés par des entreprises extérieures. Le montant des salaires qui sont « basculés » dans le budget d'investissement est de 35 000 €.

### *Liste des investissements en 2013*

Séance du 08 avril 2013

COMPTE		DESIGNATIONS	MONTANTS	MONTANT	TOTAL PREVISIONS
			TTC	TTC	TTC
			engagés	Propositions COMMISSIONS	
2111		Délaissé St Romain		1 200	1 200
2111		Zone humide de la Vignague		14 000	14 000
2111		Voirie st romain		25 000	25 000
2112		Acquisition Moulin des Aynes		20 300	20 300
202	URB	Etude PLU	3 591		3 591
2031	BAT	Diagnostic Energétique Batiments		12 000	12 000
2031		Frais d'étude	10 000		10 000
2031	ERP	Diagnostic accessibilité		20 000	20 000
		<b>Sous-Total</b>	<b>13 591</b>	<b>92 500</b>	<b>106 091</b>
2313	MAI	Solde travaux restructuration mairie	3 300	7 500	10 800
2135	MAI	Aménagement local archives	5 620		5 620
2184	MAI	Mobilier mairie (stores)		2 000	2 000
2188	MAI	Logiciel (agedi, bergey levraut)		5 000	5 000
2188	MAI	PC Urba		1 000	1 000
2188	MAI	Panneaux/vitrines affichage		2 500	2 500
2184	MAI	mobilier salles mairie		5 000	5 000
2188	Mai	Nettoyeur vapeur		600	600
2184	BIB	chaises bibliothèque		500	500
2313	BIB	Menuiseries		8 300	8 300
2181	BIB	Ascenseur +aménagement local (trvx+MOE)	7 931	92 069	100 000
2313	BAT	Menuiserie Presbytère		9 000	9 000
2313	BAT	bat futur maison médicale ascenseur		50 000	50 000
2188	TEC	Karcher (2500)- Laser(1500)- perforateur(750)		7 500	7 500
2313	TEC	Garage Atelier		140 000	140 000
	<b>TOTAL 011</b>	<b>Sous-Total</b>	<b>16 851</b>	<b>330 989</b>	<b>347 820</b>
2313	POSTE	Immeuble la Poste (MOE +SPS+CT)	10 000	29 629	39 629
2313	POSTE	travaux immeuble de la poste	290 000	370 320	660 320
	PAL	Toiture logements 43 et 43 bis St léger	15 000		15 000
	<b>TOTAL 012</b>	<b>Sous-Total</b>	<b>315 000</b>	<b>399 949</b>	<b>714 949</b>
2032	cim	restructuration cimetièrre	1 172		1 172
2313	EG1	Travaux Eglise Notre Dame Sauverterre	150 392	269 608	420 000
	<b>Total 013</b>	<b>Sous-Total</b>	<b>151 564</b>	<b>269 608</b>	<b>421 172</b>
2188	ELE	Stores Cantine		1 500	1 500
2188	ELE	Menuiserie /chaudière/peinture	1 492	12 000	13 492
2184	ELE	Mobilier classe		5 000	5 000
2188	ELE/MAT	Serrures		3 910	3 910
2188	MAT	Stores		1 500	1 500
	MAT	Informatique Maternelle		5 750	5 750
2313	Mat	Menuiserie Maternelle		10 700	10 700
	<b>Total 014</b>	<b>Sous-Total</b>	<b>1 492</b>	<b>40 360</b>	<b>41 852</b>
					-
2313	SDB	Construction salle vocation culturelle et sportive		910 000	910 000
	<b>Total 015</b>	<b>Sous-Total</b>		<b>910 000</b>	<b>910 000</b>
2188	STA	Achat sableuse		2 400	2 000
	<b>Total 016</b>	<b>Sous-Total</b>	-	<b>2 400</b>	<b>2 400</b>
21568	VOI/Reseaux	gros travaux bornes à incendie	13 693		13 693
2151	voi	gros travaux voirie rurale 2013		50 000	50 000
21534	EP	Installations points éclairage public(rpa,rte libourne)		12 505	12 505
2151	voi	sécurisation passage piéton RPA		10 338	10 338
2151	acc	Accessoires de voiries (panneaux signalisation, miroir...)		3 000	3 000
2151	acc	3 Panneaux électroniques place, bd 11 novembre		23 500	23 500
2151	acc	Panneaux entrée bastide	8 000		8 000
	<b>Total 018</b>	<b>voirie/reseau/ep Sous-Total</b>	<b>21 693</b>	<b>99 343</b>	<b>121 036</b>
2152	ACC	plateau chêne		8 000	8 000
2184	ACC	pied de banc ferronnerie (8 pieds)		4 200	4 200
2152	acc	illuminations fêtes - Prises guilandes villages		4 000	4 000
2128	pays	Aire de Jeux		800	800
2121	ACC	plantation d'arbres et d'arbustes	3 500	5 000	8 500
	<b>Total 019</b>	<b>Espaces Verts - Sous Total</b>	<b>3 500</b>	<b>22 000</b>	<b>25 500</b>
21318/040		Travaux en régie (egl puch, St Léger )		15 000	15 000
21318/040	BAT	Travaux en régie maison médicale		25 000	25 000
21318/040	BIB	Travaux Bib en régie		10 000	10 000
		Démolition maison Porte St Léger (trvx régie)		20 000	20 000
		Travaux en régie (mur , ecoles, moulin, busage, voirie, gîte, Club house... )		35 000	35 000
		<b>Sous-Total</b>		<b>105 000</b>	<b>105 000</b>
		<b>INVESTISSEMENTS 2013</b>	<b>523 691</b>	<b>2 272 129</b>	<b>2 795 820</b>

G:\Nadège\BUDGET\BUDGET\2013\Commune\investissements 2013.xls

P

Monsieur le Maire souligne que ce budget est le dernier du mandat et qu'en conséquence, y ont été inscrits l'ensemble des investissements prévus jusqu'en mars 2014. Il présente et commente les investissements programmés jusqu'à la fin du mandat.



Il rappelle que la politique d'investissement de la collectivité est volontariste, tout en n'augmentant :

- ni les taux d'imposition depuis 2008
- ni l'endettement global de la commune sur l'ensemble des budgets communaux (commune, assainissement, transport, CCAS, Résidence pour Personnes Agées).

Aussi, pour 2013/2014, les investissements permettront notamment de :

- réaliser un diagnostic accessibilité et un diagnostic énergétique sur l'ensemble de nos bâtiments communaux – ce dernier en partenariat avec le SIPHEM (Maison de l'Habitat).
- finaliser le PLU (Plan Local d'Urbanisme)
- transformer l'immeuble rue St Romain en bibliothèque-médiathèque, accessible pour les personnes à mobilité réduite
- construire une salle à vocation culturelle et sportive, qui pourra servir aussi pour les banquets, et des locaux pour l'école de musique (zone Bonard).
- construire un atelier-garage municipal pour les services techniques
- changer les menuiseries de l'école maternelle et du presbytère
- terminer la réhabilitation de l'immeuble de la Poste : 4 appartements, un cave médiévale , un bureau de Poste rénové. La fin des travaux est prévue pour l'été 2013.
- démarrer les travaux de restructuration de l'Eglise Notre-Dame avec l'agence Goutal, Architecte en Chef des Monuments Historiques (toiture, carrelage, chauffage).
- poursuivre l'amélioration continue des conditions de vie et d'enseignement dans les écoles communales
- programmer des travaux de voirie
- mettre en œuvre le projet de cabinet médical communal en centre ville, rue du 8 mai 1945;
- ...

Monsieur le Maire donne lecture des subventions accordées par la commune pour soutenir et encourager la vie culturelle et sportive sur le territoire communal. Le montant total des subventions communales accordées pour l'année 2013 est de 40 576 €. Monsieur le Maire signale que toutes subventions accordées à des associations à caractère caritatives, de lien social, de solidarité entre les générations, sont pris en charge par le budget du CCAS.

<b>SUBVENTIONS (cpte 6574)</b>	<b>2013</b>
	votées
Amicale Corps sapeurs pompiers	400
UNC Entre-Deux-Mers	150
Anciens Combattants (CATM)	300
Anciens d'AFN (FNACA)	150
Anciens Résistants ANACR	150
Déportés Résistance	15
Médaillés militaires	30
ARESCJ	266
ASS Entre-deux-voies (Cyclisme)	400
AS SAUVETERRE (Football)	5200
Gymnastique Volontaire	150
La Piscine (Bal du 14 juillet )	500
Volley Club	150
CHAEM (Musculature Haltérophilie)	500
Pétanque Dorée	150
Société de Chasse ACCA	500
Truite Sauveterrienne	500
Propriétaires de PUCH (Chasse)	150

Comité d'Animation Culturelle (CAC)	13500
Amis de la Bastide (salon du livre)	1500
Comité de Jumelage (Sottrum)	4500
Festival «Ouvre la Voix»	1 500
Prévention Routière	150
Foyer Socio-Educatif Collège Barrière	1 000
Voyages scolaires collège : 13 GB ET 6 ALL	950
Voyages scolaires autres établissements	250
Prix Lucien FOUCHY (Cyclisme)	3400
Tour des Ecureuils (Cyclisme)	1350
Lycée de La Réole	300
Section Jeunes Sapeurs Pompiers	300
Association St Léger de France	100
Amicale Sapeurs Pompiers Langon	15
Fondation du Patrimoine	100
Musique en Bastide (Ecole de Musique)	2000
<b>Total</b>	40576

Le conseil municipal adopte le budget 2013 de la commune à dix sept voix pour

#### *Immeuble de la Poste*

Monsieur le Maire fait part d'un courrier de Monsieur le Président du Conseil Régional nous accordant une aide de 19 670 € pour la réhabilitation et la valorisation d'une cave médiévale (immeuble de la Poste) au titre du Plan Bastide de la Région Aquitaine.

## **2 – SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE ELECTRIQUE- MODIFICATION DES STATUTS**

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal une délibération portant sur la modification des statuts du Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde :

Vu la loi N°2005-781 du 13 Juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique,  
 Vu l'article L5212-16 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux syndicats à la carte,  
 Vu les statuts du Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde adoptés le 10 Septembre 1937 et modifiés le 9 Avril 1962, le 18 Avril 1994 puis le 22 août 2006,  
 Considérant la délibération du Comité Syndical du SDEEG en date du 14 Décembre 2012,  
 Bien que modifiés à trois reprises, les statuts du SDEEG ne tiennent plus totalement compte aujourd'hui de l'évolution de la législation au niveau énergétique et de l'émergence de besoins nouveaux du côté des collectivités.  
 Soucieux de s'adapter à ces évolutions, le SDEEG a mené une réflexion afin d'améliorer tant sur le plan organisationnel que juridique, son intervention au profit de ses collectivités membres dans le domaine des communications électroniques mais aussi au niveau de la cartographie des réseaux, de l'achat d'énergie ou de la création de bornes de recharge pour véhicules électriques conformément à la législation en vigueur.  
 Les propositions de modification de statuts faites ci-après ont donc pour but d'apporter des services complémentaires sans obligation de transfert de compétence ; les communes ou syndicats restant libres de leur choix.

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire de Sauveterre de Guyenne justifiant l'intérêt de doter le Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde (SDEEG) de prérogatives dans les domaines susmentionnés selon les modalités décrites à l'Article 1 de ses statuts, telles qu'approuvées par délibération du Comité Syndical du SDEEG en date du 14 décembre 2012.

Le Conseil Municipal décide de permettre au SDEEG d'exercer les prérogatives suivantes :

### **1/ COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES**

S'agissant des réseaux de communication, les statuts actuels prévoient à l'article 1, B) que le SDEEG peut participer et s'intéresser à toutes activités concernant les réseaux de communication de toute nature dans le cadre des lois et des



règlements en vigueur. Les modifications proposées consisteraient à étendre le champ d'intervention sur la base de dispositions plus précises.

**Proposition rédactionnelle :**

Il est ajouté à l'article 1, B, les dispositions suivantes :

*« Le Syndicat Départemental exerce notamment la compétence relative à l'établissement des infrastructures et réseaux de communications électroniques passives (Haut et Très Haut Débit) et acquiert à cette fin des droits d'usage et les mets à disposition d'opérateurs ou d'utilisateurs de réseaux indépendants. »*

**2/ CARTOGRAPHIE ET EXPLOITATION DE DONNEES NUMERISEES**

Les nombreuses données figurant sur les cadastres numérisés ont conduit le Syndicat Départemental à s'équiper et développer des outils informatiques afin de répondre aux attentes des collectivités.

De plus, les récentes dispositions réglementaires en matière de réseaux enfouis nécessitent une mise à jour constante des données géo-référencées.

**Proposition rédactionnelle :**

Il est inséré à l'article I-C la rubrique et rédaction suivante :

**« CARTOGRAPHIE ET EXPLOITATION DE DONNEES NUMERISEES**

*Le Syndicat Départemental assure pour le compte des collectivités ou des établissements publics qui les lui demandent les services suivants :*

- *Etude, réalisation et mise à jour des données géographiques et alphanumériques du cadastre et de tous documents numérisés se rapportant au territoire de ses membres ;*
- *Intégration, gestion et moyens de diffusion des données traitées considérées comme propriétés des concessionnaires réseaux ou du SDEEG. »*

**3/ L'ACHAT D'ENERGIE**

Compte tenu du nouveau contexte énergétique, le SDEEG souhaite accompagner les collectivités pour l'achat de gaz ou d'électricité avec des conditions juridiques ou tarifaires optimales.

**Proposition rédactionnelle :**

Il est inséré à l'article I-B la rubrique et rédaction suivante :

**« ACHAT D'ENERGIE**

*Du fait de l'ouverture à la concurrence des marchés de l'électricité et du gaz, le syndicat, pour le compte des membres qui lui auront transféré la compétence, bénéficie du statut de « client éligible » et exerce les activités suivantes :*

- *La négociation et la passation des contrats de fourniture ;*
- *La représentation des intérêts de ses membres et des usagers dans leurs relations avec les fournisseurs. »*

**4/ VEHICULES ELECTRIQUES**

En 2020, les voitures électriques devraient représenter 2 millions de véhicules.

Il appartient donc au SDEEG de s'adapter et de pouvoir contribuer à l'équipement de nos communes en matière d'infrastructures de charge.

**Proposition rédactionnelle :**

Il est inséré à l'article I-B la rubrique et rédaction suivante :

**« CREATION ET ENTRETIEN DES INFRASTRUCTURES DE CHARGE NECESSAIRES A L'USAGE DE VEHICULES ELECTRIQUES OU HYBRIDES RECHARGEABLES**

*En application de l'article L2224-37 du CGCT, les communes peuvent transférer au SDEEG leur compétence en matière de création et d'entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables.*

*Le SDEEG exerce, en lieu et place des communes adhérentes qui lui auront transféré par délibération cette compétence, à savoir :*

- *La mise en place d'un service comprenant la création, l'entretien, l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables et, éventuellement, l'achat d'électricité nécessaire à l'alimentation des infrastructures de charge. »*

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, adopte, à dix sept voix pour, la modification des statuts du SDEEG évoquée ci-dessus.

**3 – PROJET EOLIEN**

Monsieur le Maire rappelle les termes de la nouvelle loi (loi Brottes), modifiant les règles d'implantation d'éoliennes : la disparition des ZDE (Zone de Développement de l'Eolien dont la création revenait aux communautés des communes), le minimum de 5 éoliennes par ZDE... Il rappelle que le permis de construire pour une éolienne est délivré par Monsieur le Préfet.

Les communautés des communes n'ont plus cette compétence.

Il rappelle la démarche entreprise par la Société ABOWIND depuis 2008 pour implanter 3 (puis 5) éoliennes sur le Sauveterrois. Il rappelle les 2 sites possibles, suite à l'abandon du site de Mauriac-Cleyrac-Blasimon (interdit par l'aviation civile) : la Forêt de Rauzan (Blasimon), Bois de Beaulieu (Blasimon et Sauveterre).

Monsieur le Maire demande de délibérer pour autoriser la société ABO Wind à poursuivre les études de faisabilité sur la commune de Sauveterre, au lieu dit « Bois de Beaulieu ».

Madame Sandrine COMBEFREYROUX, Monsieur Jean Paul SOUAN et Monsieur Luc HERAULT, propriétaires au Bois de Beaulieu, ne prennent pas part au vote sur ce sujet.

Monsieur Pierre TOMADA évoque l'impact sur la migration des oiseaux et l'implantation de ce projet, Sauveterre étant sur un important passage migratoire.

Monsieur le Maire rappelle que la Fédération des Chasseurs de la Gironde, l'ACCA de Sauveterre et les propriétaires de palombières du Bois de Beaulieu ont fait savoir leur opposition au projet d'implantation.

Monsieur le Maire pense que la Région Aquitaine doit se doter d'études sérieuses sur ce sujet. Il signale à l'assemblée qu'il a suggéré à Peggy Kançal Vice-Présidente du Conseil Régional d'Aquitaine en charge du Plan-Climat-Energie, de lancer une étude sur l'impact des éoliennes sur les flux migratoires. En effet, il a signalé à Peggy Kançal, dans un échange d'e-mail, que la question de la migration était cruciale pour l'implantation d'éoliennes en Aquitaine. Elle en a pris bonne note.

Monsieur Benoit PUAUD revient sur l'historique du projet d'implantation d'éolienne sur le territoire du Sauveterrois et sur les objectifs de développement durable. Il rappelle l'objectif du territoire d'être « à énergie positive ».

Après échange de vue, le conseil municipal à treize voix pour, se prononce favorablement pour que la société ABO Wind puisse poursuivre l'étude de faisabilité et entreprendre les démarches suivantes :

- Rencontre des propriétaires fonciers et des exploitants sur le site du bois de Beaulieu, dernier site possible du Sauveterrois ;
- Mise en place d'un mât de mesure du vent afin de confirmer l'existence d'un gisement ;
- Réalisation des études nécessaires et réglementaires pour constituer une demande de permis de construire ;
- Réalisation de permanences publiques pour informer la population sur le projet et pour la concertation ;

La commune apportera sa logistique, sans frais de sa part, à la société ABO Wind pour ce projet, notamment dans la mission d'information de la population et de concertation.

Monsieur le Maire informe que la commune de Blasimon a voté favorablement sur la poursuite de ce projet d'étude et compte consulter la population à l'issue de l'étude.

#### **4 – BIBLIOTHEQUE**

- Bilan 2012

Madame Sandrine COMBEFREYROUX présente le bilan positif de la bibliothèque municipale pour 2012.

Augmentation des adhérents, augmentation de prêts de livre, accueil de classe de Sauveterre et des environs, journée portes ouvertes, animations, présentation d'ouvrages et mise en réseau des trois bibliothèques du secteur, Sauveterre, Gornac et Blasimon.

- Nouveaux locaux

Monsieur le Maire rappelle le projet de restructuration de l'ancien immeuble de l'office de tourisme en bibliothèque médiathèque. Cette maison de la culture, en centre ville, viendra remplacer l'actuelle bibliothèque, trop petite. Elle sera équipée d'ordinateurs multimédia, dans le cadre du plan élaboré par la Communauté des Communes du Sauveterrois et soutenu par la BPDJ (Conseil Général de la Gironde). Un ascenseur viendra se loger dans l'immeuble, et permettra d'accéder aux 5 niveaux, pour les personnes à mobilité réduite.

Une première étude a été établie et Monsieur le Maire propose de confier d'étude de faisabilité à la SARL David BALSQUEZ, architecte à Saint-Macaire lequel propose d'assurer cette mission pour le prix de 6 000 € HT pour une enveloppe de travaux estimée à 85 800 € HT (soit un taux de maîtrise d'œuvre à 7 %)

Après échanges de vues, le Conseil Municipal, par 17 voix pour, désigne Monsieur David BLASQUEZ, maître d'œuvre du projet de bibliothèque médiathèque et autorise Monsieur le Maire à signer le contrat de maîtrise d'œuvre.

## **5 – QUESTIONS DIVERSES**

- Calendriers des battues

Monsieur le Maire le calendrier des battues administratives transmises par Monsieur Michel Bertin, pour la commune de Sauveterre de Guyenne soit le 21 avril et la 11 mai 2013.

- Voirie communale – présentation des travaux

Claude Lumeau, qui représente la commune à la commission voirie de la CDC du Sauveterrois expose les propositions faites par la commune, après une reconnaissance par la commission voirie des travaux à effectuer sur la voirie communale :

VC 12 (à St Romain des Léotins à Pine)  
VC 5 (à St Léger de Cabousset au moulin des Anes)  
VC 8 (à St Léger à Nardon)  
VC 38 (à St Léger à Mont St Fort)  
VC 2 (à St Léger route des Gays)  
VC 18 (à St Romain du CD 671 à la D 230 route de la Fraisse) et toujours  
VC 18 au carrefour de Gabachot vers la déchetterie.

Dans la bastide, refaire les passages de rues des jardiniers, du puits de Civrac et de la tour.

Compte tenu du montant des travaux (le tout pour un montant HT de **139581,76 euros**), la CDC a **demandé de choisir les travaux prioritaires pour 2013**. Nous avons donc choisi d'effectuer des travaux suivants :

VC 38 Mont St fort ,  
VC 2 route des Gays ,  
VC 18 carrefour de Gabachot route de la Fraisse  
Les passages des rues plus des points à temps dans les rues de la bastide.

Pour un montant de 93139,61 euros. Le conseil municipal accepte, à dix sept voix pour, cette proposition. Les autres travaux sont reportés en 2014.

Madame DECHE demande si des travaux sont prévus dans la rue St romain ou apparaissent chaque année de nombreux « nid de poules ».

Monsieur TOMADA informe que ces travaux sont à la charge du Conseil Général. En 2013, des travaux de rebouchage des trous sont prévus tout comme la réfection de la chaussée entre la salle des fêtes et la place de la République.

Monsieur le Maire ajoute que les services du Conseil Général seraient prêts à refaire toute la chaussée, d'un bout à l'autre. Mais lui s'y refuse dans la mesure où les rues de la Bastide doivent être toutes restaurées, dans le style de la rue du Petit-Bordeaux et de la rue de La Font, dans les années qui viennent. Il convient donc de boucher les trous, chaque année, en attendant les gros travaux, afin d'être économe des deniers publics.

De plus, il y a actuellement des travaux importants rue St Romain avec la « Maison de Camille », et un peu partout en ville. Il est plus logique de restaurer les immeubles, avant d'entreprendre une restauration des rues.

- USTOM

Monsieur le Maire rappelle le projet de l'USTOM de mettre en place dès le 1er janvier 2014, la « redevance incitative » en accord avec le « Grenelle de l'Environnement ». Un groupe de travail avance sur ce sujet afin que les citoyens puissent bénéficier des économies réalisées avec le tri des déchets. Actuellement, on observe une diminution des déchets « non-triés » (poubelles) de 30%. Ce qui est un premier succès. Monsieur le Maire souhaite que chacun puisse profiter des retombées de la diminution constatée de 30% du volume de déchets collecté (depuis l'été 2012), même si le sujet n'est pas simple et que les débats sont parfois difficile dans le cadre de l'USTOM.

Pour cette dernière année avec la TEOM (Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères), la Communauté des Communes du Sauveterrois propose de voter le même taux dans les zones où le camion passe deux fois, que dans les zones où le camion passe une fois. En effet, si les citoyens sont incités à sortir leur bac moins souvent, pourquoi avoir 2 taux?

Le conseil municipal accepte, à dix sept voix, qu'un taux unique soit appliqué sur la commune, comme le propose la CDC du Sauveterrois, tout en conservant les zones à 1 passage et 2 passages.

- Aménagement routier

Monsieur le Maire rappelle qu'à la suite de l'accident de septembre dernier face à la RPA, plusieurs démarches ont été entreprises pour améliorer les abords routiers de la résidence, et la traversée des piétons vers le SUPER U : bande rugueuse, éclairages de nuit, avertisseurs lumineux d'entrée de ville, radar pédagogique...

A l'heure actuelle nous sommes toujours dans l'attente d'un radar pédagogique et d'un radar de comptage comme annoncé par la Préfecture dans son courrier à l'automne 2012.

Pour l'installation de bandes rugueuse, le conseil général émet un avis défavorable et estime que le site n'est pas « dangereux » (lettre annexée).

Monsieur le Président propose d'écrire au Président du Conseil Général, et de représenter une demande auprès de Monsieur le Préfet pour faire valoir à nouveau la dangerosité du site et effectuer les travaux, dont le montant a été inscrit au budget.

Le Conseil Municipal est favorable à cette nouvelle demande.

- Ancien pont bascule

Monsieur le Maire présente deux demandes pour l'utilisation du local de l'ancien pont bascule.

- « La baraque à frite » demande à louer le local de la bascule communale et d'occuper l'espace public à côté pour mettre sa terrasse, il souscrirait un abonnement à EDF pour brancher son camion, le local lui servirait pour entreposer chaises et tables ; il propose pour cette convention d'occupation du domaine public une redevance de 250 € par mois.
- Dans un même temps, Bruno Clincon demande l'autorisation d'utiliser la bascule pour peser les camions de copeaux de bois qu'il livre dans la région, aux communes disposant d'un réseau de chaleur bois-énergie (Pellegrue, La Réole, St Pierre d'Aurillac, Gironde-sur-Dropt) après le désengorgement de l'USTOM.

Les deux parties se sont mis d'accord et les deux activités pourront être faites moyennant une entente entre eux.

Il est évoqué les frais de remise en état du pont bascule, et les désagréments occasionnés à l'une ou l'autre des parties (exemple pesage d'un camion pendant le temps de restauration) l'entente entre les deux parties doit être synchronisée.

Après échange de vue, le conseil municipal accepte, à quinze voix pour et 2 abstentions, le principe de ces deux demandes et autorise Monsieur le Maire à signer la convention d'occupation du domaine public.

- Point info PLU

Monsieur Benoit PUAUD présente l'avancé du dossier PLU.

La commission PLU s'est réunie le 22 mars dernier et a modifié le projet du PLU au vu des conclusions du commissaire enquêteur, des avis des personnes publiques associées.

Courant avril, le cabinet Métropolis travaillera sur le projet définitif.

En date du mercredi 10 avril, un accord dérogatoire est demandé au SCOT Sud Gironde lors du comité syndical au titre d'une nouvelle disposition du code de l'urbanisme (Article L 122-2) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Le SCOT Sud Gironde avait déjà été consulté comme personnes publiques associées à l'été 2012.

Le vendredi 19 avril seront présentés les évolutions du projet aux personnes publiques associées (état, SDIS, TIGF, Syndicats viticoles...).

Lors du conseil municipal du mois de mai, le nouveau PLU sera approuvé, et le Préfet aura 2 mois pour se prononcer sur la légalité.

- Schéma directeur d'assainissement - révision

Monsieur Benoit PUAUD présente la révision du schéma directeur d'assainissement. L'enquête publique du projet arrêté se déroulera du vendredi 12 avril à 9h au mardi 14 mai à 17 h.

Monsieur Jean Pierre GAURY, commissaire enquêteur nommé par le Tribunal Administratif de Bordeaux recevra en mairie les jours suivants :

Vendredi 12 avril 2013 de 9 h à 12 h  
Samedi 20 avril 2013 de 9 h à 12 h  
Samedi 04 mai 2013 de 9 h à 12 h  
Mardi 14 mai 2013 de 14 h à 17 h

- Cabinet Médical communal

Monsieur le Maire rappelle le projet, de création de cabinet médical communal dans l'ancien logement de la trésorerie. Un avant projet a été établi par l'architecte Christian PRADAL.

Une première phase de travaux est envisagée avec l'aménagement du local actuel pour accueillir des cabinets médicaux, puis une deuxième phase permettra un aménagement du local avec agrandissement de l'existant sur la cour arrière du logement de la Trésorerie. Le 29 avril à 20h30 seront invités tout les professionnels de santé pour connaître les personnes intéressées pour s'installer dans les locaux du cabinet de santé communal, et envisager le phasage du projet.

- ErDF

Un courrier d'ErDF nous signale qu'ils effectueront des travaux d'élagage sur la basse tension d'avril à juin 2013.

- 14 juillet 2013

Madame Françoise MERY signale que, cette année, le 14 juillet seront organisés un feu d'artifice et un bal. Il n'y aura pas de dîner, afin de ne pas concurrencer la fête du lac à Caumont.

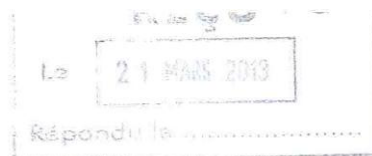
## **AGENDA**

13 avril : carnaval  
13 avril : loto du Judo  
14 avril : stage Zumba  
14 avril cyclisme 32<sup>ème</sup> prix Fouchy  
17 avril : Forum de l'Emploi Agricole  
17 avril : Forum agricole Transmission – Reprise  
21 avril : Vide Grenier  
24 avril : Don du Sang  
04 mai : porte ouverte ESAT de Puch  
8 mai : commémorations à Puch, St Léger, St Romain et Sauveterre  
8 et 09 mai : tournoi de Foot Ball stade J Barrière  
12 mai : Zumbathon  
18 mai : repas concert - école de musique  
25 mai : théâtre

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h45.



Séance du 08 avril 2013



Direction Générale Adjointe chargée des Services Techniques

Direction des Infrastructures

Centre Routier Départemental du Sud Gironde

Monsieur le Maire  
Mairie  
33540 SAUVETERRE DE GUYENNE

Réf. à rappeler  
CRDSG L 13.200 - JPS/FV  
Affaire suivie par Jean Patrick Soulé  
Tél. 05.57.98.01.80

Langon, le 15 mars 2013

Objet : RD 670 - Bandes rugueuses.

Par courrier en date du 8 mars dernier, vous me sollicitez pour vous autoriser à implanter des bandes rugueuses sur la RD 670 à l'entrée de votre commune en venant de RAUZAN.

La mise en place de bandes rugueuses est réglementée par le guide pratique de la gestion du domaine public routier.

L'article 374 précise que le dispositif à bandes rugueuses est un dispositif d'alerte. Il s'agit d'un accessoire de la voirie dépendant de la police de la conservation. Dans ces conditions, l'article L 2213-1 du C.G.C.T. n'est pas applicable. L'autorité responsable de leur mise en œuvre est le Président du Conseil Général pour les routes départementales.


"Les bandes rugueuses doivent être exclusivement réservées aux sites dangereux réservés comme tels".

La présence de bandes rugueuses engendre des nuisances sonores, il ne faut donc pas en implanter à moins de 100 m d'une habitation même isolée ; cela exclut en principe leur implantation en agglomération.

En conséquence, j'ai le regret de vous faire connaître mon avis défavorable à la mise en place de bandes rugueuses dans le secteur de "Pringis" comme défini sur votre plan joint à votre demande.

Toutefois, je me tiens à votre disposition pour réfléchir avec nos services techniques à des aménagements pouvant améliorer la sécurité des piétons à cet endroit.

Le Président du Conseil Général  
Pour le Président et par délégation  
Le Responsable du Centre Routier Départemental du Sud-Gironde

  
S. DUCOS

Esplanade Charles-de-Gaulle 33074 Bordeaux Cedex - Tél. 05 56 99 33 33 - Fax 05 56 99 67 70 - gironde.fr  
110, cours de Verdun 33210 Langon - Tél. 05 57 98 01 80 - Fax 05 56 63 84 21 - DGAT-DI-CR\_SUDG@cg33.fr